

Projet social Résidétape de Lyon Gerland

Préambule.....	3
1 Projet social de la Résidétape de Lyon Gerland.....	4
1.1 Une réponse aux besoins du Grand Lyon et du 7 ^e arrondissement en particulier	4
1.2 Les publics visés	4
2 La mise en œuvre du projet social	5
2.1 Des logements autonomes intégralement meublés	5
2.2 Un accompagnement social et locatif sur mesure.....	6
3 Un accompagnement adapté aux besoins des résidents	8
3.1 L'apprentissage de la pratique locative	8
3.2 L'accompagnement vers un logement pérenne	8
3.3 L'accueil, l'écoute et l'orientation	8
3.4 L'accès aux droits	8
3.5 Le contrat d'accompagnement social	9
3.6 Les services aux résidents	10
4 Un projet social inscrit dans un cadre partenarial.....	10
4.1 Le réseau partenarial pour l'animation de la résidence	10
4.2 L'attribution des logements	10
4.2.1 L'attribution	10
4.2.2 Procédures d'admission	11
4.2.3 Délais d'attribution.....	11
4.3 Suivi et pilotage de la résidence.....	11

Préambule

Aujourd'hui, les territoires et les bassins d'emplois en croissance font face à un obstacle : l'offre de logement classique est saturée ou inadaptée aux nouvelles mobilités.

Les entreprises, elles, font face à d'importantes difficultés de recrutement, pour pourvoir certains métiers pénuriques, répondre à des pics d'activités – et attirer les personnes de compétence dont elles ont besoin. Le logement est trop souvent un frein qui semble insurmontable.

Pour les individus, l'entrée dans la vie professionnelle ou une situation de mobilité peuvent être des moments d'accomplissement, mais ce sont souvent des transitions difficiles, notamment pour les personnes en situation de précarité.

Ce sont les enjeux de la ville de demain. Ils se concentrent dans un point de tension : le logement.

Nous sommes convaincus que c'est la disponibilité de logement qui est la clé de la mobilité et le point de convergence des intérêts des personnes, des territoires et des entreprises. Pour relever les défis posés par les nouvelles mobilités, nous voulons construire une approche créative et humaine du logement.

Résidétape, c'est un logement disponible rapidement et prêt à vivre, à un prix abordable et sans condition de garantie, ainsi qu'un accompagnement individualisé pour des personnes en lien avec l'emploi.

Cet accompagnement individualisé, au cœur de notre concept, est mené par un conseiller présent dans chaque Résidétape, prêt à aider les résidents dans leurs démarches locatives, professionnelles et administratives. Nos équipes sont en lien direct avec les collectivités et les acteurs économiques locaux pour répondre à toutes les questions, et fournir le conseil le plus adapté.

Nous passons un contrat avec les personnes que nous accueillons : celles-ci doivent être en lien avec l'emploi et s'engager à faire de ce logement une étape d'un maximum de deux ans.

Apprentis, stagiaires, salariés en contrat court ou en CDI, nous accompagnons toute une diversité de situations de façon individuelle et adaptée pour une durée de quelques semaines à deux ans maximum. C'est une durée idéale pour venir accomplir une mission dans une entreprise ou pour faire une première expérience dans la région avant de s'y installer.

Depuis 15 ans, nous avons accompagné plus de 8000 personnes en alliant créativité, écoute, performance et utilité sociale. Nous sommes engagés dans le développement des territoires au service de tous. Chaque jour, nos équipes ont à cœur de soutenir ces femmes et ces hommes dans leurs projets d'avenir.

1 Projet social de la Résidétape de Lyon Gerland

1.1 Une réponse aux besoins du Grand Lyon et du 7^e arrondissement en particulier

Le lien entre la mobilité professionnelle et le logement a été identifié comme un enjeu local par le Grand Lyon : « Les pôles d'attractivité, le rayonnement et le développement économique qui caractérisent les grandes agglomérations sont facteurs d'une importante mobilité des ménages. La mobilité professionnelle recouvre des réalités variées et concerne massivement les populations jeunes et les personnes seules : mutation professionnelle, apprentissage, formation continue, etc.) Les besoins d'hébergement et de logement prennent donc différentes formes : foyers et offre dédiée, résidences services, parc locatif privé, parc social. Parmi les personnes en mobilité, les ménages à revenus modestes, dont font partie la grande majorité des jeunes, subissent de plein fouet les tensions du marché de logement a fortiori lorsque leurs mobilités se font dans un contexte de situation professionnelle précaire (formation, CDD, périodes d'essai, intérim)»¹

L'expérience de Résidétape, qui gère depuis 2014 une résidence de 125 logements qui ne désemplit pas sur le quartier de la Confluence dans le 2^e arrondissement de Lyon, confirme le diagnostic d'un besoin critique de logements de petites surfaces pour accompagner les projets professionnels et fluidifier les parcours logements.

Le 7^e arrondissement de Lyon qui connaît de fortes mutations et attirent de très nombreuses entreprises est particulièrement sensible aux problématiques du logement des salariés en mobilité. Au cœur de l'arrondissement, la ZAC des Girondins sur laquelle est implantée la Résidétape de Lyon Gerland contribue au développement économique du quartier. Elle accueillera près de 10 000 nouveaux habitants et salariés et les près de 5000 étudiants de l'Ecole de Management de Lyon. Elle se caractérise par ailleurs par le développement de Lyonbiopôle, pôle de compétitivité mondiale rassemblant de nombreuses entreprises de biotechnologie et de recherche en santé (leader mondiaux tels que Sanofi Pasteur et Merial mais aussi PME innovantes comme Aguetant, Episkin...).

La Résidétape de Lyon Gerland sera un outil pour accompagner ce développement en répondant aux enjeux de la mobilité des salariés, de l'insertion et de l'accès à la formation professionnelle. En effet, il vise à favoriser l'accès au logement des jeunes qui démarrent, des salariés en mobilité ou en transition professionnelle, des salariés disposant de contrats précaires (intérimaires, contrats à durée déterminée, apprentis).

1.2 Les publics visés

Résidétape accompagne la réalisation des projets professionnels dans leur diversité. Ainsi, au regard du développement de l'emploi, la Résidétape pourrait notamment accueillir :

- **Les apprentis, stagiaires, jeunes en formation**

Plusieurs CFA du 7^e arrondissement interrogés sur les besoins des apprentis confirment les difficultés de ce public pour se loger, de manière abordable, à proximité de leur lieu d'étude et/ou d'apprentissage.

- **Les salariés en mobilité professionnelle**

Les grandes entreprises du secteur, par exemple Sanofi, pratiquent la mobilité interne entre les sites français, et recourent à des solutions para-hôtelières coûteuses et peu adaptées.

- **Les jeunes actifs décohabitants**

¹ Programme local de l'habitat – actualisation de 2011, Fiche action n°24 : « Améliorer les conditions d'hébergement et de logement des jeunes et des ménages en mobilité »

Les jeunes actifs de Gerland comme des autres quartiers de Lyon demeurent souvent chez leurs parents faute de solutions accessibles répondant à leurs besoins. La Résidétape représente pour eux la première étape de leur parcours résidentiel.

Les personnes accueillies à la Résidétape de Lyon Gerland doivent répondre aux critères suivants :

- L'emploi : Résidétape accueille des personnes ayant un lien à l'emploi. Les résidents peuvent être salariés en CDD, CDI ou intérim mais également apprentis ou stagiaires.
- L'âge : la Résidétape accueille un public de tout âge.
- La composition familiale : celle-ci doit être adaptée à la typologie des logements. Les logements proposés sont en majorité des studios qui ne conviennent qu'à des personnes seules. Les T1 bis et T2 sont ouverts aux couples seuls ou avec 1 enfant et aux familles monoparentales. Les T3 pourront être mis à disposition de couple avec 1 ou 2 enfants ou à des personnes seules souhaitant vivre en colocation.

L'objectif de la Résidétape est d'offrir une solution logement aux personnes dont la situation personnelle ne correspondent pas aux attentes des bailleurs : niveaux de ressources, précarité du contrat de travail, absence de garants sont autant d'obstacles au parcours résidentiel des actifs et notamment les jeunes.

2 La mise en œuvre du projet social

2.1 Des logements autonomes intégralement meublés

La Résidétape de Lyon Gerland compte 148 logements financés en PLUS et PLAI ventilés de la façon suivante :

Typologie	Financement	Nombre
T1 (<20 m²)	PLAI	17
	PLUS	11
T1' (>20m²)	PLAI	68
	PLUS	45
T1bis	PLAI	1
	PLUS	1
T2	PLAI	2
	PLUS	1
T3	PLAI	1
	PLUS	1

148

Ces appartements sont loués à titre temporaire sur une durée maximale de deux ans et font bénéficier leurs résidents de l'APL foyer. Un contrat de mise à disposition temporaire d'un logement est conclu pour une durée d'un mois, renouvelable par tacite reconduction pour des périodes de même durée, dans les limites des conditions d'accueil spécifiques de la Résidétape et de l'exécution par le résident de ses obligations contractuelles. La durée d'occupation prévue est de deux ans maximum.

Le résident peut mettre fin à tout moment à son titre d'occupation, sous réserve d'un délai de préavis d'un mois. Il en informera le gestionnaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les logements mis à disposition sont entièrement meublés et équipés, prêts à accueillir les résidents. Ils comprennent, notamment :

- 1 bloc kitchenette équipée (2 plaques électriques – frigo encastrable – 1 évier bac et égouttoir, un placard en meuble bas...)
- 1 placard de rangement
- une salle d'eau équipée
- un séjour avec canapé convertible (BZ), table, chaises, commode, étagère...

- des rideaux

Trois kits sont également mis à la disposition des résidents : kit vaisselle, kit ménage et kit literie (sans service de blanchissage).

Les résidents sont soumis au paiement d'une redevance mensuelle qui couvre l'intégralité des charges liées au logement, et en particulier :

- la mise à disposition du logement et l'équivalent des charges locatives
- toutes les charges d'énergie (eau, électricité, chauffage)
- l'accès aux services communs (laverie, garde-meuble collectif, prêt de matériel électroménager...)

Un forfait prestation en moyenne de 36€ est demandé pour la mise à disposition des meubles et équipements (mobilier de vie, literie, vaisselle, petit équipement ménager et draps...) et l'assurance multirisque habitation.

Les redevances seront conformes au plafond fixé par la circulaire loyer des résidences sociales pour chaque typologie. Les montants mensuels maximaux sont indiqués dans la convention APL.

Les APL perçues par le résident sont fonction de ses ressources et de sa situation particulière.

La variété des typologies, des surfaces, des niveaux de loyer et la possibilité pour les habitants de toucher des aides en fonction de leur situation permet d'offrir un panel de solutions s'adaptant aux problématiques diverses du public cible.

2.2 Un accompagnement social et locatif sur mesure

La proximité de la gestion est au cœur du projet et de l'organisation de Résidétape. La Résidétape sera gérée par une équipe qui aura la responsabilité de veiller au bon fonctionnement quotidien de la résidence, et en particulier :

- d'accueillir, informer et orienter les résidents
- d'assurer une gestion locative de proximité
- de veiller au respect des engagements mutuels pris par les résidents et Résidétape à travers des actions d'accompagnement social individualisé.

Le responsable de résidence coordonne la gestion locative, sociale et technique. Il dispose d'un logement de fonction et vit sur place. Il compte parmi ses missions :

- gestion de la résidence en accord avec son projet social
- gestion locative et financière de l'ensemble des logements
- gestion technique du bâtiment et des équipements de la résidence
- coordination des réunions avec les partenaires
- suivi de l'accompagnement social des résidents et de la politique de relogement
- accueil et écoute des résidents, aux côtés du conseiller social

Le conseiller social est titulaire d'un diplôme d'Etat de Conseiller en Economie Sociale et Familiale ou d'Assistant de Service Social, et compte parmi ses missions :

- accueil, accompagnement et suivi des résidents
- définition de projets personnalisés de relogement
- prévention des impayés et aide aux formalités administratives
- information sur le logement, l'emploi et la vie socio-culturelle
- animation de la Résidétape

Ils seront suppléés par des intervenants extérieurs pour les tâches techniques et d'entretien.

Les équipes du siège de Résidétape coordonnent au quotidien le fonctionnement des Résidétape, elles assurent un relais d'information et de gestion ainsi qu'un soutien en matière logistique et sociale auprès des personnels présents sur place et détachent, si nécessaire, des renforts de personnel ponctuels.

3 Un accompagnement adapté aux besoins des résidents

Afin de lever les freins éventuels à la réussite de leur projet professionnel et les orienter vers une solution de logement pérenne, chaque résident bénéficie d'un accompagnement individuel et personnalisé. L'accompagnement est assuré par la présence à temps plein des collaborateurs, l'établissement de partenariats avec les services adaptés aux diverses problématiques rencontrées et par l'engagement du résident à y adhérer. Cet accompagnement s'articule autour des grands axes du projet social mis en œuvre par Résidétape.

3.1 L'apprentissage de la pratique locative

L'équipe de la Résidétape veille à accompagner les résidents qui le nécessitent dans l'apprentissage des différentes composantes de l'autonomie locative et résidentielle d'un locataire. A cet effet des partenariats seront mis en place avec les services compétents. Il s'agit notamment de :

- responsabiliser les résidents dans l'entretien de leur appartement
- apprendre aux résidents à gérer leur budget mensuel
- apporter l'information sur les droits et les obligations du locataire
- gérer les problèmes de voisinage et apprendre aux résidents à respecter les règles essentielles à la vie résidentielle

3.2 L'accompagnement vers un logement pérenne

Un des objectifs principaux de l'accompagnement social personnalisé proposé par Résidétape est l'accès à une solution de logement correspondant à la situation de chaque résident à l'issue des deux années maximales de séjour dans la Résidétape. Pour ce faire, le conseiller social met en place un accompagnement individualisé, adapté à la situation de chacun. De plus, le conseiller pourra s'appuyer sur un partenariat regroupant les principaux bailleurs sociaux du territoire et les acteurs du logement privé (agences immobilières...). Ce réseau de partenaires est complété par des contacts permanents avec les réservataires de logements institutionnels (Ville, Préfecture, Action Logement) et la mobilisation des dispositifs mis en place à l'échelle du territoire (accords collectifs, ...)

3.3 L'accueil, l'écoute et l'orientation

A l'arrivée de chaque nouveau résident, le conseiller présente la résidence, ses services et son règlement. Un livret d'accueil est alors remis au résident.

Le conseiller accueille, informe et renseigne les résidents sur le fonctionnement de la résidence et les services proposés. Pour ce faire il dispose d'un bureau d'accueil à l'entrée de la Résidétape, dont l'amplitude horaire est adaptée pour correspondre aux périodes d'arrivée et de départ des résidents. En dehors de ces horaires, une astreinte téléphonique est mise en place pour parer aux difficultés les plus urgentes (problèmes techniques, tapage...)

Le suivi personnalisé se traduit par une présence journalière auprès des résidents et par la disponibilité de l'équipe de proximité pour écouter et répondre en toute confidentialité à des besoins exprimés ponctuellement par un résident (problème de santé, situation de détresse, budget, solitude,...).

3.4 L'accès aux droits

Lors de l'entrée dans les lieux, l'équipe assiste chaque résident dans la constitution des dossiers permettant d'accéder aux aides au logement : APL, aides Loca-Pass pour le règlement du dépôt de garantie, dispositifs de garantie de loyer type Visale... Le conseiller suit en particulier en relation étroite avec la CAF la mise en place de l'APL des résidents. Une avance de l'APL peut être faite dans l'attente de la mise en place des droits et du rappel APL auprès de la CAF.

Le conseiller doit assurer au sein de la Résidétape une information permanente sur les aides à la personne et leurs conditions d'éligibilité. L'information sur ces aides sera transmise au travers d'affiches, de plaquettes ou de brochures que le conseiller met à la disposition des résidents en libre accès à différents endroits de la résidence.

L'information porte notamment sur :

- les aides en faveur de l'accès au logement
- l'accès au logement social (procédures d'admission, acteurs du secteur)
- les aides sociales (nature, éligibilité, emploi)
- le financement de l'accession
- des formations spécifiques (déclaration fiscale,...)

Le conseiller tient à jour une liste de correspondants dans ces services et anime le partenariat qui peut se traduire par des réunions d'information au sein de la Résidétape.

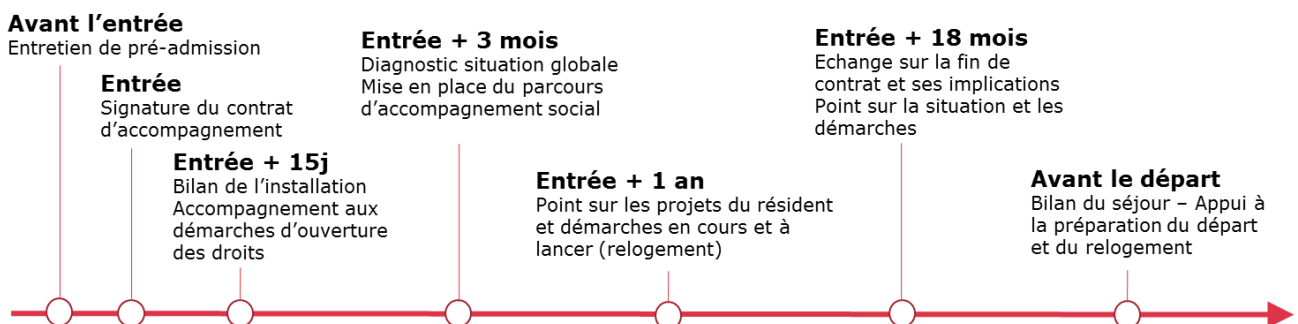
3.5 Le contrat d'accompagnement social

A son entrée, le résident s'engage à adhérer à un contrat d'accompagnement social, c'est une des obligations énoncées dans le contrat de mise à disposition. Dans les trois mois suivant l'entrée du résident, le conseiller social et le résident se rencontrent pour établir les objectifs pour le résident dans les deux ans à venir, des engagements réciproques et les jalons du parcours d'accompagnement social du résident. Le parcours d'accompagnement compte des passages obligés, mais prend des formes (rendez-vous physique, téléphonique, visite à domicile...) et des rythmes adaptés au besoin et au profil de chaque résident (en moyenne un rendez-vous tous les trimestres). Les sujets couverts par l'accompagnement social dépendent des besoins du résident : démarches administratives, relogement, emploi / formation, santé, famille, mobilité, citoyenneté, vie dans le logement et le quartier...

Les rendez-vous individuels permettent :

- de faire le point sur les objectifs fixés et sur la situation et les besoins du résident en termes d'accompagnement social
- d'élaborer de nouveaux engagements réciproques et d'établir un nouveau plan d'actions.

Les principaux jalons de l'accompagnement social



L'accompagnement au quotidien

Rencontres informelles

Aides et informations diverses

Accompagnement en fonction des besoins

L'accompagnement en cas de difficultés particulières

Soutien et accompagnement

Orientation vers les services adaptés

Suivi budgétaire

Rendez-vous de médiation

3.6 Les services aux résidents

Les espaces communs comprennent la laverie, une salle de réunion accessible aux résidents sur demande et dont l'accès est géré par le responsable de résidence. De plus, du matériel ménager est prêté aux résidents : aspirateur, fer à repasser...

Le rôle du conseiller est aussi d'orienter les résidents vers des partenaires et des activités extérieures, en fonction de leurs besoins : veille médicale (redirection vers les partenaires de santé), services municipaux, activités sportives et culturelles à proximité de la résidence,... Le conseiller peut aussi, le cas échéant, accompagner les résidents éprouvant des difficultés à s'exprimer en français.

L'équipe de la Résidétape peut également ponctuellement proposer des événements conviviaux pour contribuer à créer des liens au sein de la résidence et à rompre le sentiment d'isolement que pourrait vivre certains résidents (nouveaux arrivants dans la région, etc.)

4 Un projet social inscrit dans un cadre partenarial

4.1 Le réseau partenarial pour l'animation de la résidence

Pour répondre aux diverses problématiques rencontrées par les résidents, le conseiller, aidé du responsable de résidence mobilise un réseau partenarial dense. Les partenariats développés sont de plusieurs ordres :

Le logement : Le conseiller social mobilise les partenaires CAF, Conseil Général, Action Logement, permettant la mise en place des droits : mise en œuvre des garanties locatives (Locapass, MobiliPro, FSL), mise en place des aides au logement (avance des aides dans l'attente de la mise en place des droits)

Le conseiller social et le responsable de la résidence mettront en place et animeront un partenariat regroupant les principaux bailleurs sociaux du territoire, les réservataires de logement, Action Logement, la collectivité, le SIAO, afin de travailler de façon partenariale sur les parcours logement des résidents

Le conseiller social assistera le résident dans ses démarches en fonction de ses besoins : inscription en demandeur de logement social, relations avec le SIAO pour les sorties complexes de résidence, mobilisation des aides sur le financement de l'accession sociale, partenariats avec des agences immobilières, partenariat avec l'ADIL,...

L'emploi : le conseiller social travaillera à pérenniser la situation d'emploi du résident, ou à pallier une rupture. Pour ceci, il travaillera en collaboration étroite avec les associations d'insertion par l'emploi, la mission locale, les conseiller pôle emploi,...

La santé : le conseiller restera à l'écoute des résidents pour tout problème de santé. A cet effet, il disposera d'une liste des médecins de différentes spécialités travaillant dans le secteur, et pourra accompagner, le cas échéant, les résidents éprouvant des difficultés, dans leurs démarches. Des liens avec les centres médico-psychologiques seront mis en place à cet effet.

La tranquillité des résidents et l'insertion dans le quartier : le conseiller social et le responsable de la résidence animeront un partenariat avec les équipes de la police municipale et nationale, ils s'inscriront en cas de besoin dans les dispositifs locaux de prévention, de médiation et de sécurité, dans les conseils locaux et les comités de quartier.

4.2 L'attribution des logements

4.2.1 L'attribution

La résidence étant conventionnée sous le statut de résidence sociale, le gestionnaire s'engage à ce que les personnes entrant dans les locaux, lors de la mise en service et au fur et à mesure des vacances, disposent de ressources annuelles n'excédant pas les plafonds applicables aux logements en fonction de leur financement (PLUS ou PLAI), dans le respect de la convention tripartite signée avec l'Etat.

Le gestionnaire s'engage à avertir les réservataires de ses logements de la future vacance d'un logement 1 mois avant celle-ci (préavis du locataire). Cette information prend la forme d'un avis de vacance transmis par courrier ou courriel.

4.2.2 Procédures d'admission

Les conditions d'attribution des locaux à usage privatif ou logements de la résidence sociale obéissent aux règles définies par l'article L. 441-1 du C.C.H.

Les modalités de gestion des différents contingents de réservation seront les suivantes :

- Un comité de pilotage, préalable au premier peuplement, se réunira au moins deux mois avant l'ouverture de la résidence, pour examiner de manière coordonnée les candidatures proposées par les réservataires. Les candidats proposés devront répondre au projet social de la Résidence.
- Par la suite, le gestionnaire se mettra en lien avec le réservataire concerné à chaque libération de logement, en veillant à respecter le projet social et à assurer de manière constante un équilibre de peuplement (diversité des âges, de la composition des ménages, des situations socio-économiques), premier facteur d'insertion des populations accueillies.
- Un entretien de pré-admission est réalisé par le conseiller social avec chaque candidat, afin de vérifier l'adéquation de son profil avec le projet social de la Résidétape, de lui présenter la résidence et d'évaluer ses besoins en accompagnement.
- Le gestionnaire rend compte de l'issue de chaque candidature au réservataire concerné en temps réel. Il fait également état de l'ensemble des attributions pratiquées à tous les membres du Comité de Pilotage.

4.2.3 Délais d'attribution

Chaque réservataire s'engage à proposer au gestionnaire, dès l'annonce de la libération d'un logement qui lui aura été notifié par courrier ou e-mail, trois candidats répondant au projet social de la Résidétape. Toutefois, si l'un des réservataires ne peut proposer un candidat dans un délai de deux semaines à partir de la date de réception de l'avis de vacance, il perdra le bénéfice de la réservation dudit logement. Les droits de réservation du réservataire concernant ce logement reprendront automatiquement à la libération de celui-ci, la durée de réservation du logement au bénéfice du réservataire restant inchangée.

Afin de permettre au réservataire qui le souhaite de conserver le bénéfice de la disponibilité du logement au-delà de deux semaines, celui-ci a la possibilité de réserver le logement. Dans ce cas, le réservataire informe le gestionnaire par mail de sa volonté de conserver la disponibilité du logement dans un délai de 15 jours à compter de la réception de l'avis de vacance. Il s'engage par ce fait à verser au gestionnaire, dès la date de libération effective du logement, le montant de la redevance et des charges de location de matériel mobilier associées qui seraient dues par un résident physique.

Résidétape s'engage à mettre en place, dans le respect des contingents, une gestion souple et partenariale des réservations, permettant la prise en compte des besoins des publics orientés par des partenaires du territoire, comme par exemple la Mission locale.

4.3 Suivi et pilotage de la résidence

Chaque année, le gestionnaire adresse au Préfet et aux autres partenaires de l'opération un bilan de l'occupation et des actions menées, le tableau des redevances pratiquées, la comptabilité relative à la résidence sociale pour l'année précédente, un budget prévisionnel de fonctionnement pour l'année en cours.

Un Comité de pilotage est mis en place qui associe l'ensemble des parties prenantes de la Résidétape. Il est l'instance de pilotage de la résidence sociale qui valide le rapport d'activité annuel. Il émet un avis sur les orientations prises et fait des propositions sur toute question intéressant le fonctionnement de la résidence. Il s'attache notamment à :

- apprécier les performances sociales de l'action menée à travers une évaluation qualitative et quantitative et par un retour sur les besoins et sur le projet social (à partir du suivi des admissions et des indicateurs de pilotage, vacance, rotation, impayés, typologie du relogement,...) ;

- identifier les blocages dans le partenariat pour les relogements dans les situations d'échec rencontrées (à partir du rapport annuel).

Sa composition peut être la suivante :

- le gestionnaire
- le Maire ou son représentant
- le Préfet ou son représentant (DDCS)
- le Président du Grand Lyon ou son représentant
- le Président du Conseil régional ou son représentant
- un représentant d'Action logement
- un représentant du propriétaire

Le comité de pilotage se réunit au minimum une fois par an.